

# **PLAIDOYER POUR L'EUROPE**

## **L'HEURE DE VERITE**

**Conférence de Monsieur José María Gil-Robles,  
président de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe,  
ancien président du Parlement européen  
et du Mouvement européen international**

**Lausanne, vendredi 16 décembre 2011**

Monsieur le Président du Grand Conseil,  
Monsieur le Conseiller d'Etat,  
Mesdames et Messieurs les Députés,  
Messieurs les Ambassadeurs,  
Chers Collègues et abonnés aux Cahiers rouges de la Fondation,  
Mesdames, Messieurs,

La Fondation lance aujourd'hui une série de conférences sur le thème « Plaidoyer pour l'Europe ». Des personnalités suisses et européennes, acteurs ou témoins, seront invitées à partager avec nous le bien fondé de leurs convictions. L'Europe est revenue à la une des médias. Elle fait l'objet de débats passionnés, pas toujours bien étayés ; elle a grand besoin que son essence, sa philosophie, les lignes maîtresses d'un développement, souvent mal saisies, soient expliquées, expliquées, et encore expliquées.

La Fondation croit devoir apporter son humble contribution au moyen de cette série de débats qu'il me revient l'honneur d'inaugurer.

Il y a un mois, invité par le Professeur Sidjanski, à Genève, je rappelais que l'Europe se retrouve souvent, si ce n'est toujours, devant un dilemme : se renforcer ou se dissoudre. Je pense que cette alternative s'est présentée encore la semaine dernière.

Or il y a à peine une semaine, la Croatie signait le traité de son adhésion à l'Union européenne. Le même jour, l'UE resserrait les liens de l'union monétaire et avançait résolument vers un gouvernement économique commun.

Et cela en pleine tourmente, quand les prophètes de malheur annonçaient encore une fois à grands cris l'effondrement de l'euro et la dissolution de l'Union. Encore une crise, encore plus d'Europe, d'unité de l'Europe, en ampleur et en profondeur. Rien de nouveau, madame la marquise, serait-on tenté de dire, car la voie vers une Europe unie a toujours plus ressemblé à un chemin de croix qu'à

un défilé triomphal. Des peurs, des doutes, des vacillations ont toujours précédé chaque pas dans ce cheminement dans l'inconnu qu'est le transfert progressif vers l'Union de larges pans de souveraineté nationale, transfert à peine voilé par la pudique expression de l'« exercice en commun » des pouvoirs. Mais que ceux qui sont soumis à ce transfert se rendent bien compte qu'il est inéluctable.

Rien de surprenant, d'ailleurs, car des décisions aussi importantes exigent une profonde prise de conscience. Je rappelle une constatation de Jean Monnet du 26 juin 1962 dans son introduction à la réunion du Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe :

*« Les perspectives qui s'ouvrent aujourd'hui à l'Europe sont rendues possibles par le fait que les pays d'Europe ont accepté de ne plus considérer leurs problèmes économiques comme des problèmes nationaux, mais comme des problèmes communs. Pour les résoudre ils ont adopté une nouvelle méthode d'action communautaire ».*

Un demi-siècle après, nous en sommes toujours là. Deux ans ont été nécessaires pour constater, encore une fois, que les problèmes économiques de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal, de l'Espagne, de la Belgique et de l'Italie sont aussi les problèmes de l'Allemagne, de la France, des Pays-Bas, de la Finlande et de tous les autres pays de l'Union européenne. Ce sont des problèmes communs, et les résoudre et empêcher qu'ils ne se reproduisent est l'affaire de tous.

Ce n'est donc pas surprenant que cette prise de conscience et les décisions qui en découlent se soient produites comme des conséquences de menaces graves et pressantes, et avec les hésitations, les débats et les approches successives entraînées par le besoin de réagir sous la pression.

Soyons donc prudents : ce n'est pas la fin de la crise, qui doit encore être surmontée, et les mesures prises devront être suivies d'autres et sûrement être complétées et affinées. C'est par approches successives que la grande construction conçue par Monnet et mise en chantier par les Pères fondateurs s'est concrétisée et se développera. C'est prévu dans la Déclaration du 9 mai 1950. J'aime bien citer cette phrase que Monnet y a fait insérer :

*« L'Europe ne se fera pas d'un coup ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait ».*

Soixante ans de réalisations concrètes ont établi entre nous, les Européens, une énorme solidarité de fait. C'est cette solidarité qui empêche désormais l'Union de se dissoudre. Ce sont des liens déjà trop forts entre nous pour qu'on puisse croire

qu'elle va s'effondrer. Sans elle cette crise, la plus importante depuis 1929, aurait tout balayé, tout jeté par terre. Grâce à la solidarité, nous avons pu tenir ensemble, resserrer nos liens et accueillir un pays de plus. C'est par cette constatation que j'ai voulu commencer ce plaidoyer pour l'Europe, car cette capacité de faire face aux défis de l'histoire et de servir les citoyens dans les bons et les mauvais moments est la seule raison d'être des organisations politiques et de leurs institutions. Elle est la seule raison d'être de l'Europe en fin de compte, l'unique quand il s'agit de penser à faire ou ne pas faire partie de cette organisation.

La prise de conscience de la communauté de problèmes, qui sont autant de défis, est le premier moteur de l'unification de l'Europe. Mais le deuxième, la conviction de l'impuissance de nos nations à résoudre ces problèmes toutes seules, est non moins fondamentale. L'absence de cette conviction explique que le Royaume-Uni ait décidé, encore une fois, de faire cavalier seul. Nos amis britanniques croient, ou veulent croire, encore en majorité qu'ils ne sont pas seulement un grand pays mais aussi une grande puissance, qu'ils tirent profit d'un grand marché mais que, pour le reste, ils se débrouilleront mieux tout seuls.

La surprise du dernier Sommet n'a pas été le refus britannique.

On s'y attendait.

La vraie surprise, la décision de la plus grande importance, a été la décision du reste des Etats membres de passer outre, et encore plus le nombre de ceux qui se sont montrés prêts à aller de l'avant. C'est une expression éclatante de l'ampleur prise par la conviction d'avoir besoin de plus d'Europe, d'un gouvernement économique commun. Et pas seulement parmi les élites : les peuples irlandais, portugais et espagnol appelés à voter sur la perspective de suivre les « orientations de Bruxelles et de Francfort » ont porté au pouvoir des gouvernements dont le programme est de suivre ces orientations. Ils n'ont pas douté un seul moment que leur vote devait confirmer les propositions politiques d'aller dans le sens décidé ensemble. C'est un bon exemple que le déficit démocratique si souvent évoqué est en réalité un déficit beaucoup moins important que ce qu'on prétend normalement.

C'est d'ailleurs la leçon de Monnet : ne pas fléchir devant ceux qui refusent plus d'unité, mais s'efforcer de les faire revenir dès que leur esprit pragmatique leur aura fait comprendre les avantages de ce que les autres ont réussi. L'expérience prouve qu'ils reviennent toujours pour occuper leur place de grande nation européenne, à l'avantage de tous.

Mesdames, Messieurs,

L'Union européenne à l'instar du Baron de Münchhausen semble donc être en train de s'extirper du puits de la crise en tirant sur ses propres cheveux. Il reste bien sûr beaucoup à faire. La crise est loin d'être finie et ses vagues ne vont pas cesser du seul fait de l'adoption des nouvelles mesures institutionnelles. Il est possible qu'elles redoublent en cette période délicate où il faudra mettre en musique ce qui a été décidé en principe. Un travail d'orfèvrerie juridique, le non anglais ayant forcé de choisir la voie d'un traité parallèle ou complémentaire, un nouveau Schengen, mais beaucoup plus complexe, pour échapper aux limitations de la coopération renforcée.

Heureusement, on a une certaine expérience pour faire fonctionner les institutions avec des champs de compétence et des procédures différentes. Reste qu'on ne pourra pas éviter une nouvelle institution, le Conseil de l'euro, ni probablement la tentation de donner à cet organe des pouvoirs accrus en matière de gouvernement économique. Je me référais déjà à cette tentation lors de la remise de la Médaille d'or à MM. Colombo et Solana et je ne vais pas y revenir. Mais le schéma institutionnel communautaire semble s'en être sorti plutôt bien, et le temps et le rodage des nouvelles politiques feront voir que ce schéma est désormais incontournable.

La Commission dispose d'un grand savoir-faire dans la recherche du bien-être commun ; et il y a déjà une force au Parlement européen qui fait qu'il est très difficile d'éviter son contrôle démocratique.

Encore faudrait-il, à mon avis, tirer un des avantages de la nécessité d'un nouveau traité, c'est-à-dire la possibilité de le faire entrer en vigueur dès qu'un nombre significatif d'Etats signataires l'auront ratifié. Il n'y aurait aucun sens à décider d'aller de l'avant sans le Royaume-Uni pour rester prisonnier des hésitations ou des changements de majorité d'un quelconque autre pays. Et je rappelle qu'il y aura des élections importantes dans bien des pays de l'Union dans les prochains mois ou les prochaines années.

Permettez-moi encore sur ce volet institutionnel une dernière observation : on dit souvent que le Conseil européen est un organe intergouvernemental. C'est faux. C'est une institution qui désormais a une existence propre et indépendante dans l'Union européenne. Bien sûr, il est composé de chefs d'Etat ou de gouvernement, mais aussi du président de la Commission ; il est présidé par un élu qui ne représente aucun gouvernement et il vote à la majorité dans pas mal de questions. C'est une institution désormais communautaire, malgré son apparence et sa composition. Le processus d'unité européenne est passé parfois par la coopération entre Etats et finit toujours par un accroissement des institutions communes dont les décisions s'imposent aux Etats membres et aux citoyens. Des

institutions fédérales en somme. Ou est-ce que quelqu'un peut soutenir que le Sénat des Etats-Unis ou le Conseil des Etats en Suisse ne sont pas des organes fédéraux, par le fait qu'ils sont composés de représentants des Etats membres ou des cantons ? Du moment qu'ils agissent comme un organe de la fédération, ils sont des organes désormais fédéraux. Les chefs d'Etat et de gouvernement se font toujours l'illusion de détenir un pouvoir dès qu'ils passent au Conseil européen ou maintenant au Conseil de l'euro. Mais c'est une illusion parce qu'en fait, à part quelques Etats qui sont plus égaux que les autres dans la terminologie de George Orwell, cette influence et cette décision sont plutôt limitées quand arrive le moment de voter ou d'imposer une décision.

Mesdames, Messieurs,

Après avoir survolé l'actualité, je dois finir par ce qui aurait dû être le commencement : comment expliquer l'Europe, quelles raisons y a-t-il pour y croire ? Qu'est-ce qui fait qu'elle représente une passion pour beaucoup d'entre nous ?

Expliquer l'Europe, c'est simple : elle est, elle a toujours été, un processus d'union fédérale entre Etats-nations profondément divers dans leurs traditions, leurs langues, leurs personnalités. Qui ne vont pas disparaître – personne ne le veut – mais que l'état actuel du monde force à vivre ensemble, à agir ensemble et à se gouverner ensemble de plus en plus. C'est cela l'explication de l'Union européenne. Elle est toute simple mais souvent difficile à trouver. Pourquoi ?

Parce que le résultat n'est pas si simple : il est en pleine évolution, ce qui voile souvent sa perception. On pourrait dire, je le dis parfois à mes élèves, que l'Union est encore à un stade comparable aux rejetons de certaines espèces qui semblent des monstres au début de leur vie. Je pense aux petits perroquets que j'ai à la maison. Leurs poussins quand ils naissent sont vraiment hideux, sans plumes et avec de longs cous. Mais après ils auront des plumes, finiront leur évolution et deviendront reconnaissables. Il faut une certaine foi ou, plutôt, une observation attentive de cette évolution pour voir au-delà d'un monstre quelque chose d'harmonieux.

Ma génération croit à l'Europe et s'est engagée pour l'Europe parce qu'elle a senti de près les effets de son absence : la guerre ou la peur de la guerre, la haine et la misère. Toutes les générations avant la mienne ont eu à l'esprit, dans l'horizon de leur vie, une guerre qu'elles devaient subir ou à laquelle elles devaient participer. La mienne est la première qui n'a pas eu cet horizon de vie. Nous ne voulons pas que cela revienne et nous pensons qu'œuvrer pour construire un ensemble fondé sur la bonne volonté et la volonté de vivre et de

progresser en commun au lieu de s'affronter est une belle aventure, le seul engagement politique porteur d'espérance et tourné vers l'avenir.

L'Union est aussi pour ma génération un rêve. Cela, on ne peut pas le transmettre aux nouvelles générations. Pour elles, ce n'est plus un rêve mais une réalité plus ou moins attrayante, quelque chose qui existe ; ce n'est pas le rêve qu'on a eu et vous savez que dans les rêves on peut toujours embellir la réalité. Mais je répète, c'est le seul engagement politique aujourd'hui qu'on pourrait proposer aux jeunes parce qu'il est porteur d'espérance et tourné vers l'avenir.

Bien sûr, cet avenir je ne le verrai pas. Ma génération ne le verra pas. Comme les générations qui nous ont précédés, nous avons semé, nous avons labouré, d'autres récolteront. Il nous suffit de savoir qu'à la fin de la nuit viendront les lumières de l'aube.

Je sais, chers amis, que pour beaucoup de citoyens suisses ces raisons sont moins poignantes. Elles sont, paradoxalement, à la base de la formation de leur Confédération au XIXème siècle. Une union fédérale qui leur a permis d'échapper aux deux guerres mondiales et d'atteindre la paix et la prospérité. Il est tout-à-fait naturel qu'ils se soient assagis, qu'ils n'aient plus envie de nouvelles aventures. Je me garderai bien de les critiquer.

Mais l'Union européenne est là. Il ne faut pas même y croire, il suffit de regarder. Sa présence se fait de plus en plus forte, car elle ne cesse de se renforcer. Il faudra choisir : partager les décisions ou les subir, devenir un membre à part entière ou rester comme un Liechtenstein ou un Saint-Marin en marge du grand ensemble. Parce que, ne nous trompons pas, les décisions du dernier week-end supposent que l'Union ne sera pas composée d'un petit noyau dur entouré d'un grand ensemble avec un marché unique. Ce qui existe maintenant, c'est un grand noyau dur et quelques nations qui tournent autour. Ce n'est plus une Europe à deux vitesses, c'est une Europe à une seule vitesse avec des traînards. Et il faut bien savoir que, si on n'est pas dans la grande vitesse, on sera dans l'équipe des traînards.

Ce sera aux Suisses évidemment de décider. Les bras leur seront toujours ouverts. L'effort de monter dans le train qui prend de la vitesse sera probablement de plus en plus pénible, comme il arrive toujours dans ces cas.

Laissez-moi finir aussi par un rêve. Le rêve de voir un jour la Suisse nous rejoindre dans cet engagement pour la paix et la prospérité qu'est l'Union européenne.

Merci de votre attention.